

# Que faisons-nous encore au Sahel où le changement de paradigme s'impose désormais ?

Article rédigé par [bernardlugan.blogspot.com](http://bernardlugan.blogspot.com), le 19 décembre 2019



Source [[bernardlugan.blogspot.com](http://bernardlugan.blogspot.com)] Un sondage édifiant vient d'être publié au Mali : 82% des Maliens ont une opinion défavorable de la France, 77% pensent qu'elle n'y défend militairement que ses intérêts, 62,1% considèrent que *Barkhane* doit quitter immédiatement le Mali et 73% estiment que la France est complice des jihadistes...

Ce sondage confirme l'ampleur du sentiment anti Français largement affirmé le 10 février 2019 à Bamako, quand, devant plusieurs dizaines de milliers de partisans, l'imam wahhabite Mahmoud Dicko déclara : « *Pourquoi c'est la France qui dicte sa loi ici ? Cette France qui nous a colonisés et continue toujours de nous coloniser et de dicter tout ce que nous devons faire. Que la France mette fin à son ingérence dans notre pays* ». Ce rejet de la France se retrouve également au Niger et au Burkina Faso où des manifestations quasi quotidiennes demandent le départ de l'armée française. Au moment où la France engage la fleur de sa jeunesse pour les défendre, les populations concernées demandent donc le retrait de *Barkhane*... En même temps, des dizaines de milliers de déserteurs maliens vivent en France où ils bénéficient des largesses « néocoloniales » d'un pays devenu masochiste... Dans ces conditions, puisque notre présence n'y est pas désirée, et qu'elle y est même rejetée, que faisons-nous encore au Sahel ? Allons-nous continuer à y exposer la vie de nos soldats alors que la région totalise moins de 0,25% du commerce extérieur de la France, que les 2900 tonnes d'uranium du Niger ne pèsent rien dans une production mondiale de 63 000 tonnes, et que l'or du Burkina Faso et du Mali est extrait par des sociétés canadiennes, australiennes et turques ? Les Maliens, les Nigériens et les Burkinabé ne veulent donc plus de la France ? Dont acte ! Les 10 milliards d'euros que nous leur donnons annuellement en cadeau gracieux, et en pure perte, vont donc pouvoir être mis au service des Français. Notamment dans les hôpitaux où 660 médecins menacent de démissionner si l'Etat ne renfloue pas les caisses, alors que moins de 3 milliards permettraient d'y régler définitivement tous les problèmes... Ceci étant, puisque, au Sahel, nous évoluons désormais en milieu hostile, pourquoi ne pas profiter de l'opportunité offerte par l'ingratitude de ses populations pour enfin changer de paradigme ? Jusque-là, portant avec constance, et même abnégation, le « fardeau de l'Homme blanc », nous y avons combattu pour empêcher le chaos régional. Aujourd'hui, une question iconoclaste doit être posée : et si nous partions en laissant se développer le chaos ? Notre départ provoquerait certes une période d'anarchie, mais, à son terme, les contentieux régionaux mis entre parenthèse par la colonisation et aggravés par la démocratie auront été « purgés ». Pourrait ainsi naître l'indispensable réorganisation politique et territoriale qui, seule, pourrait régler la crise régionale en profondeur. Ce que refusent de faire les rentiers de l'indépendance, ces sédentaires qui ne sont au pouvoir que parce qu'ils sont électoralement plus nombreux que les nomades. Et cela parce que leurs femmes ont été plus fécondes que celles des pasteurs, lesquelles eurent la sagesse d'aligner leur développement démographique sur les possibilités offertes par le milieu. Ces mêmes sédentaires qui demandent aujourd'hui le départ de *Barkhane*, ne voyant pas que le nouvel ordre régional qui suivra ne se fera pas en leur faveur car les Touareg, les Maures et les Peul auront en effet vite fait de les remettre sous leur coupe... comme avant qu'ils en aient été libérés par l'« odieuse » colonisation... Au lieu de continuer à chercher dans les jihadistes un « ennemi de confort », regardons plutôt la réalité en face. Au Sahel, nous ne sommes pas dans l'Indochine de 1953, avec la descente de divisions entières du Vietminh vers Hanoï. Ici, nous avons face à nous quelques centaines de combattants qui se meuvent dans un vivier de quelques milliers de trafiquants abritant leur « négoce » derrière l'étendard du Prophète. La frontière entre jihadistes « authentiques » et jihadistes « opportunistes » est donc plus que floue. Quant aux alliances de circonstance nouées entre les groupes, elles sont cloisonnées par d'énormes fossés ethno-raciaux empêchant l'engorgement. Placées à la confluence de l'islamisme, de la contrebande, des

rivalités ethniques et des luttes pour le contrôle des ressources, *Barkhane* percute régulièrement les constantes et les dynamiques locales, bloquant ainsi toute possibilité de recomposition politique et territoriale. Notre départ permettrait donc la reprise de ce vaste mouvement des Maures, des Touareg et des Peul bloqué hier par la colonisation. Comme je ne cesse de le dire et de l'écrire depuis des années, et comme je l'explique dans mon livre [\*Les Guerres du Sahel des origines à nos jours\*](#), les nomades guerriers touareg, maures ou peul, n'accepteront jamais que l'ethno-mathématique électorale les soumette au bon vouloir des agriculteurs sédentaires que leurs ancêtres razziaient. Or, depuis les indépendances, l'introduction de la démocratie a fait qu'étant électoralement les plus nombreux, les sédentaires sudistes ont voulu prendre une revanche historique. Seul notre départ et l'abandon de notre protection militaire leur fera - certes tragiquement -, comprendre qu'ils ne sont pas de taille à vouloir dicter leur loi à ceux qui, avant la colonisation libératrice, réduisaient leurs aïeux en esclavage. Ces problématiques régionales millénaires étant à la source des problèmes actuels, tout règlement de la crise sahélienne passe donc par leur prise en compte et non par leur négation. Une telle politique devrait impérativement passer par le recentrage de notre ligne de défense sur la Méditerranée. D'où un renforcement de nos capacités maritimes, ce qui ne devrait pas poser de problèmes financiers puisque les 10 milliards d'euros que nous donnons annuellement aux pays du Sahel représentent le coût de trois porte-avions. Cette politique serait ancrée sur un nouveau paradigme impliquant l'établissement de partenariats avec les pays de l'Afrique du Nord qui seraient les premiers à subir les vagues migratoires venues du sud. Dans ces conditions, la priorité serait de vider l'abcès libyen en aidant les forces du général Haftar à prendre le contrôle du pays.